

La revue financière

Publication du ministère des Finances

Faits saillants des résultats financiers de juillet 1997

Excédent budgétaire en juillet 1997

Un excédent de 0,8 milliard de dollars a été enregistré en juillet 1997, soit le troisième mois consécutif où un excédent était rapporté – pour la première fois depuis le début des années 1970. Ce résultat représente une amélioration nette de 2,0 milliards, au chapitre de la situation financière fédérale, par rapport à juillet 1996. Les recettes budgétaires ont grimpé de 1,0 milliard (8,8 p. 100), tandis que les dépenses de programmes ont régressé de 0,7 milliard (8,1 p. 100). Les frais de la dette publique ont chuté de 0,3 milliard (8,7 p. 100).

L'augmentation des recettes budgétaires a été répartie sur la plupart des grandes composantes. Les rentrées d'impôt des sociétés ont grimpé de 0,4 milliard, situation attribuable surtout à la vigueur soutenue des bénéficiaires des sociétés. Les recettes provenant des cotisations d'assurance-emploi ont connu une augmentation de 0,2 milliard, attribuable à l'accélération des cotisations mensuelles. Les rentrées de taxe sur les produits et services (TPS) ont progressé de 0,2 milliard, résultat d'une croissance continue de la demande de consommation. On a enregistré une hausse de 0,2 milliard des rentrées d'impôt sur le revenu des particuliers, surtout en raison de la progression des revenus d'emploi attribuable à la récente croissance de l'emploi.

La réduction des dépenses de programmes d'une année sur l'autre est concentrée en grande partie dans les transferts aux autres administrations (en baisse de 0,5 milliard) au chapitre du Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux (TCSPS) et de la péréquation. La baisse des transferts directs en espèces au titre du TCSPS est le résultat de la réduction des droits et de l'augmentation de la valeur des transferts de points d'impôt. La baisse des transferts en espèces au titre du programme de péréquation est attribuable en grande partie à un rajustement lié à un paiement excédentaire versé dans un mois antérieur. Les frais de la dette publique ont diminué sous l'effet de la baisse des taux d'intérêt.

Excédent pour la période d'avril à juillet

Au cours des quatre premiers mois de l'exercice de 1997-98, le gouvernement fédéral a affiché un excédent de 0,3 milliard de dollars. Pendant la même période de l'an dernier, on accusait un déficit de 6,5 milliards. Ce revirement est attribuable à la vigueur croissante de l'économie, à l'effet des mesures de compression

instaurées dans les budgets de 1994 et de 1995, ainsi qu'à des facteurs chronologiques. Les recettes budgétaires ont grimpé de 4,3 milliards (10,3 p. 100), les dépenses de programmes ont chuté de 1,6 milliard (4,9 p. 100), tandis que les frais de la dette publique ont baissé de 0,9 milliard (5,9 p. 100).

Rapport financier pour la période d'avril à juillet

Pendant les quatre premiers mois de 1997-98, il y a eu un apport financier de 5,2 milliards de dollars, résultat d'un excédent budgétaire de 0,3 milliard, d'une ressource nette provenant d'opérations non budgétaires de 0,9 milliard et d'une ressource nette provenant d'opérations de change de 4,0 milliards, cette dernière attribuable aux remboursements nets de la dette par le Compte du fonds des changes. L'encaisse a baissé de 5,7 milliards de dollars pendant les quatre premiers mois de 1997-98. Il en a résulté, depuis le début de 1997-98, un remboursement de la dette négociable de 10,9 milliards de dollars.

La prudence est de mise lorsque l'on extrapole les résultats mensuels afin d'évaluer le résultat éventuel pour l'année dans son ensemble. L'amélioration observée jusqu'ici est attribuable en partie à des facteurs spéciaux dont la tendance sera inversée dans les prochains mois, si bien qu'ils n'auront pas d'incidence sur les résultats de l'exercice dans son ensemble, ou à des facteurs ponctuels qui ne se reproduiront pas dans les prochains mois. À l'automne, le ministre des Finances présentera la mise à jour des activités économiques et financières du gouvernement. C'est à ce moment là qu'on fera le point sur l'évolution du déficit par rapport aux cibles visées.

Augmentation des recettes budgétaires

Pendant la période d'avril à juillet 1997, les recettes budgétaires ont grimpé de 4,3 milliards de dollars, ou de 10,3 p. 100. Environ les trois quarts de cette augmentation sont attribuables au redressement des conditions économiques. Le reste est le résultat de l'accélération des cotisations d'assurance-emploi, qui sera annulée dans les prochains mois.

- Les rentrées d'impôt sur le revenu des particuliers ont connu une augmentation de 1,6 milliard de dollars, résultat d'une hausse des déductions du revenu d'emploi correspondant à la forte croissance de l'emploi, et des



La revue financière

montants plus importants payés à la déclaration en raison de la plus forte croissance du revenu enregistré pendant l'année d'imposition 1996.

- Les rentrées d'impôt des sociétés ont grimpé de 1,0 milliard de dollars, tandis que les autres impôts sur le revenu, surtout les retenues d'impôts prélevés auprès des non-résidents, ont affiché une hausse de 0,1 milliard. Ces augmentations sont tributaires de la vigueur soutenue des bénéficiaires des sociétés, par suite du raffermissement de l'économie.
- Les cotisations d'assurance-emploi ont grimpé de 1,2 milliard de dollars. Cette augmentation est le résultat de facteurs chronologiques et sera annulée au cours du second semestre de l'année civile, n'ayant ainsi aucun effet sur le déficit de 1997-98. En janvier 1997, des changements ont été apportés à l'assiette sur laquelle les cotisations sont prélevées, le maximum des gains hebdomadaires assurables ayant été remplacé par le maximum des gains annuels assurables. Par conséquent, les cotisations qui devaient être versées au second semestre de l'année civile l'ont été au premier semestre. Ce changement est toutefois sans effet sur le montant versé par la plupart des employés et des employeurs pour l'année civile dans son ensemble. Cependant, les personnes qui touchent des gains supérieurs au maximum des gains annuels assurables acquitteront une plus grande part de leurs cotisations au début de l'année civile.
- Les rentrées de TPS ont grimpé de 0,4 milliard de dollars, surtout en raison de la croissance de la demande de consommation.
- La baisse des droits de douane à l'importation, imputable à l'effet des réductions tarifaires appliquées en vertu d'ententes commerciales multilatérales, a largement compensé les légères augmentations des autres taxes et droits d'accise et recettes non fiscales.

Baisse des dépenses de programmes

Les dépenses de programmes ont chuté de 1,6 milliard de dollars, ou 4,9 p. 100, pendant les quatre premiers mois de 1997-98, en comparaison de la même période l'an dernier, toutes les grandes composantes ayant été inférieures. La baisse des dépenses de programmes est surtout imputable à l'effet des mesures de compression instaurées dans les budgets de 1994 et de 1995.

- Les principaux transferts aux personnes ont diminué de 0,2 milliard de dollars, uniquement en raison de la baisse des prestations d'assurance-emploi, les prestations aux aînés ayant enregistré une hausse. La diminution des prestations d'assurance-emploi est en large part attribuable au versement de prestations moyennes moins élevées et à une baisse du nombre de prestataires, principalement sous l'effet des mesures de réforme.
- Les principaux transferts aux autres administrations ont chuté de 1,3 milliard de dollars, résultat de la réduction des transferts en espèces au titre du TCSPS et de la péréquation. Dans le budget de février 1995, le gouvernement avait fixé les droits, en vertu du TCSPS, à 25,1 milliards de dollars pour 1997-98, en baisse de 1,8 milliard par rapport à 1996-97. Ces droits sont versés aux provinces sous forme de transferts de points d'impôt et de transferts en espèces. Le transfert de points d'impôt représente la valeur de la marge fiscale que réserve le gouvernement fédéral aux provinces, ce qui leur permet d'augmenter d'un montant équivalent leurs taux d'imposition sans que les contribuables ne s'en ressentent. La valeur du transfert de points d'impôt augmente donc en fonction de la croissance des assiettes fiscales applicables. Les transferts en espèces, par conséquent, représentent la différence entre les droits et la valeur accrue du transfert des points d'impôt. Comme il s'agit d'une somme résiduelle, les transferts en espèces, qui font partie des dépenses de programmes, sont touchés non seulement par le changement des droits, mais aussi par la croissance de la valeur des transferts de points d'impôt. Les transferts en espèces au titre du TCSPS ont diminué de 0,9 milliard de dollars pendant les quatre premiers mois de 1997-98, en comparaison de la même période de l'an dernier; de ce montant, environ 0,6 milliard de dollars étaient attribuables à la réduction des droits et le reste était imputable à l'augmentation de la valeur du transfert de points d'impôt. Les transferts au titre de la péréquation ont chuté de 0,3 milliard. Tel qu'indiqué dans le budget de 1997, ces transferts devaient être inférieurs en 1997-98, en raison de la baisse de la croissance des recettes provinciales imputable aux réductions d'impôt dans certaines provinces, aux déplacements de population entre les provinces qui reçoivent des paiements de péréquation et celles qui n'en reçoivent pas, ainsi qu'à de fortes recettes tirées de l'exploitation des ressources dans certaines provinces qui reçoivent des paiements de péréquation.
- Les dépenses de programmes directes, c'est-à-dire le total des dépenses de programmes moins les principaux transferts aux personnes et aux autres administrations, ont baissé de 0,1 milliard de dollars. Sont compris dans cette composante les subventions et autres paiements de transfert, les paiements aux sociétés d'État ainsi que les frais de fonctionnement et les immobilisations de l'appareil gouvernemental, dont la défense. À la différence de la réduction des droits accordés aux autres administrations, qui est entrée en vigueur en 1996-97, les mesures de compression instaurées dans les budgets de 1994 et de 1995 ont entraîné des réductions importantes commençant en 1995-96. En outre, les mesures de compression

La revue financière

Tableau 1

État sommaire des opérations

	juillet		avril à juillet	
	1996	1997	1996-97	1997-98
	(en millions de dollars)			
Opérations budgétaires				
Recettes	11 129	12 106	41 405	45 674
Dépenses de programmes	-8 288	-7 618	-32 415	-30 837
Solde de fonctionnement	2 841	4 488	8 990	14 837
Frais de la dette publique	-3 996	-3 648	-15 440	-14 529
Déficit/excédent	-1 155	840	-6 450	308
Opérations non budgétaires	1 835	833	469	881
Besoins financiers/ressources (opérations de change exclues)	680	1 673	-5 981	1 189
Opérations de change	118	2 922	565	3 970
Total des besoins financiers/ressources	798	4 595	-5 416	5 159
Opérations de la dette non échue	1 566	-4 919	1 605	-10 875

Remarque : Les chiffres positifs indiquent une source de fonds. Les chiffres négatifs indiquent un besoin.

Tableau 2

Recettes budgétaires

	juillet		avril à juillet		Variation en pourcentage
	1996	1997	1996-97	1997-98	
	(en millions de dollars)				(%)
Impôt sur le revenu					
Impôt sur le revenu des particuliers	5 105	5 297	21 004	22 615	7,7
Impôt sur le revenu des sociétés	1 400	1 807	4 165	5 187	24,5
Autres	230	303	743	859	15,7
Total des recettes d'impôt sur le revenu	6 735	7 407	25 912	28 661	10,6
Cotisations d'assurance-emploi	1 587	1 815	6 162	7 378	19,8
Taxes et droits d'accise					
Taxe sur les produits et services	1 262	1 457	4 118	4 486	8,9
Droits de douane à l'importation	202	229	682	563	-17,5
Autres taxes et droits d'accise	757	653	2 475	2 518	1,7
Total des taxes et droits d'accise	2 221	2 339	7 275	7 567	4,0
Total des recettes fiscales	10 543	11 561	39 349	43 606	10,8
Recettes non fiscales	586	545	2 056	2 068	0,6
Total des recettes budgétaires	11 129	12 106	41 405	45 674	10,3

La revue financière

Tableau 3

Dépenses budgétaires

	juillet		avril à juillet		Variation en pourcentage
	1996	1997	1996-97	1997-98	
(en millions de dollars)					(%)
Paiements de transfert					
Particuliers					
Prestations aux personnes âgées	1 760	1 820	7 056	7 290	3,3
Prestations d'assurance-emploi	916	820	4 181	3 734	-10,7
Total	2 676	2 640	11 237	11 024	-1,9
Autres administrations					
Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux	1 254	1 012	5 016	4 069	-18,9
Transferts fiscaux	807	566	3 313	3 018	-8,9
Paiements de remplacement pour programmes permanents	-169	-178	-674	-710	5,3
Total	1 892	1 400	7 655	6 377	-16,7
Subventions et autres transferts					
Agriculture	116	37	182	112	-38,5
Affaires étrangères	138	110	398	408	2,5
Développement des ressources humaines	161	6	553	408	-26,2
Affaires indiennes et du Nord	181	281	1 464	1 569	7,2
Industrie et développement régional	79	97	333	404	21,3
Anciens combattants	116	117	451	459	1,6
Autres	263	289	818	1 104	35,0
Total	1 054	937	4 199	4 464	6,3
Total des transferts	5 622	4 977	23 091	21 865	-5,3
Paiements aux sociétés d'État					
Société Radio-Canada	76	65	374	314	-16,0
Société canadienne d'hypothèques et de logement	152	156	602	520	-13,7
Autres	68	68	371	360	-2,8
Total	296	289	1 347	1 194	-11,4
Dépenses de fonctionnement et dépenses en capital					
Défense	741	746	2 506	2 397	-4,3
Ensemble des autres dépenses ministérielles	1 629	1 606	5 471	5 381	-1,6
Total	2 370	2 352	7 977	7 778	-2,5
Total des dépenses de programmes	8 288	7 618	32 415	30 837	-4,9
Frais de la dette publique	3 996	3 648	15 440	14 529	-5,9
Total des dépenses budgétaires	12 284	11 266	47 855	45 366	-5,2

Tableau 4

Déficit et besoins financiers/ressources

	juillet		avril à juillet	
	1996	1997	1996-97	1997-98
	(en millions de dollars)			
Déficit/excédent	-1 155	840	-6 450	308
Prêts placements et avances				
Sociétés d'État	387	157	551	83
Autres	-23	-29	-250	-91
Total	364	128	301	-8
Comptes à fins déterminées				
Compte du Régime de pensions du Canada	-596	-479	641	690
Comptes de pension de retraite	-174	-200	1 930	1 867
Autres	51	-	11	-211
Total	-629	-679	2 582	2 346
Autres opérations	2 100	1 384	-2 414	-1 457
Total des opérations non budgétaires	1 835	833	469	881
Besoins financiers/ressources (opérations de change exclues)	680	1 673	-5 981	1 189
Opérations de change	118	2 922	565	3 970
Total des besoins financiers/ressources	798	4 595	-5 416	5 159

Tableau 5

Besoins financiers/ressources et opérations de la dette non échue

	juillet		avril à juillet	
	1996	1997	1996-97	1997-98
	(en millions de dollars)			
Total des besoins financiers/ressources	798	4 595	-5 416	5 159
Opérations de la dette non échue en dollars canadiens				
Obligations négociables	5 400	-4 200	12 528	5 238
Obligations d'épargne du Canada	-252	-298	-1 053	-1 207
Bons du Trésor	-4 300	1 700	-11 900	-13 300
Autres	365	386	887	833
Moins dette détenue par le gouvernement	154	167	575	530
Total en dollars canadiens	1 367	-2 227	1 037	-7 906
Opérations de la dette non échue en devises				
Obligations négociables	-	-776	-	-776
Billets et prêts	-	-	-	-
Bons du Canada	199	-1 590	-43	-1 867
Effets du Canada	-	-326	611	-326
Total en devises	199	-2 692	568	-2 969
Total des opérations de la dette non échue	1 566	-4 919	1 605	-10 875
Variation de l'encaisse	2 364	-324	-3 811	-5 716

La revue financière

Tableau 6

Encaisse, dette non échue et dette au 31 juillet

	1996	1997
	(en millions de dollars)	
Encaisse en fin de période		
En dollars canadiens	4 731	2 895
En devises	3	755
Total de l'encaisse	4 734	3 650
Solde de la dette non échue		
Payable en dollars canadiens		
Obligations négociables	265 293	287 801
Bons du Trésor	154 200	122 100
Obligations d'épargne du Canada	30 375	32 286
Autres	4 365	4 301
Total partiel	454 233	446 488
Moins dette non échue détenue par le gouvernement	375	429
Total	453 858	446 059
Payable en devises		
Obligations négociables	9 501	11 684
Effets et prêts	0	0
Bons du Canada	6 943	6 569
Effets du Canada	921	1 795
Total	17 365	20 048
Total de la dette non échue	471 223	466 107

annoncées dans le cadre de l'Examen des programmes prévu dans le budget de mars 1996 réduiront les dépenses de cette composante en 1998-99. À l'opposé, la réduction des transferts en espèces, au titre du TCSPS, annoncée lors du dépôt du budget de mars 1996 pour 1998-99, n'aura pas lieu. Le gouvernement a proposé que les transferts en espèces pendant la période de 1997-98 à 2002-03 ne tombent jamais sous la barre des 12,5 milliards de dollars – soit le niveau des transferts en espèces actuellement estimé pour 1997-98. Au chapitre des dépenses de programmes directes, les autres paiements de transfert ont augmenté, surtout en raison de la chronologie des

paiements, tandis que les dépenses affectées aux sociétés d'État, à la défense, et toutes les autres dépenses ministérielles, ont été inférieures. Ces baisses sont surtout attribuables à l'effet des mesures de restriction.

Baisse des frais de la dette publique

Les frais de la dette publique ont chuté de 0,9 milliard de dollars, ou 5,9 p. 100, d'une année sur l'autre. Cette baisse traduit la réduction des taux d'intérêt réels moyens sur la dette du gouvernement fédéral, ainsi que la réduction des besoins d'emprunt nets, résultat de l'amélioration de la situation budgétaire dans son ensemble.

